

Lundi 12 décembre 2016

Pollution : pic de galère

Paris, Lyon et Grenoble, viennent de connaître l'épisode de pollution le plus important depuis plus de dix ans.

Pendant plusieurs jours, le taux de particules fines dans l'air a dépassé les 80mg/jour à Paris et Lyon. Pour les populations vivant dans ces zones urbaines cela équivaut à la consommation de deux paquets de cigarettes par jour! Chaque année en France, 50 000 décès seraient liés à la pollution.

Circulation alternée ou jour férié?

Mais il n'y a pas que les voitures et le chauffage des maisons qui polluent. Les industries aussi. A Lyon par exemple, jeudi dernier, le jour de « circulation alternée », on pouvait voir la grande torche de la raffinerie de Feyzin cracher d'importantes fumées noires, visibles à des kilomètres à la ronde. Et si la prochaine fois, plutôt que de culpabiliser les salariés contraints de prendre leur voiture, on décrétait un jour férié ?

Toujours est-il qu'en rejetant la faute sur les particuliers, notamment les plus pauvres, ceux qui nous gouvernent éludent le fait que rien n'a été fait depuis des décennies en termes de politique de transport et de modernisation des installations de chauffage.

Manque d'investissement et grosse pagaille

Si la circulation alternée n'a eu que peu d'effets sur la qualité de l'air, elle a donné lieu à des journées de galère pour les usagers des transports en commun.

À Paris, la journée du 6 décembre a été marquée par l'arrêt total de la partie Nord du RER B à cause d'un arrachement de caténaire. Le lendemain, jour de mise en place de la circulation alternée, une autre caténaire a été arrachée en Gare du Nord, bloquant près de 1,4 millions de voyageurs sur tout le réseau.

En cause, le manque chronique d'investissement public dans la modernisation du réseau ferroviaire. La deuxième caténaire arrachée avait plus de 40 ans et sur la ligne du RER C des équipements électriques ont plus de cent ans. L'époque des trains à vapeur! Même la Cour des comptes, temple de l'austérité, a

révélé qu'il manquait 300 à 500 millions d'euros d'investissement annuel depuis 35 ans pour le simple entretien du réseau francilien. Ces 15 à 20 milliards n'ont pas été trouvés en 3 décennies, alors que le gouvernement actuel a débloqué au bas mot 40 milliards d'euros de cadeaux aux patrons pour quatre ans dans le cadre du Crédit d'impôt compétitivité... qui n'a créé aucun emploi! Sans parler des 53 milliards d'euros de profits en un an que les entreprises du CAC 40 ont réalisés en un an.

À Lyon, La Métropole s'est opposée à la gratuité des transports, alors que les tarifs pour un réseau de seulement quatre lignes de métro et cinq de tramway avoisinent ceux de Paris. Elle a préféré maintenir les contrôles pour continuer à ponctionner ceux qui vivent à la périphérie de la ville ne pouvant payer des loyers exorbitants.

Leurs choix et les nôtres

Ces choix politiques pénalisent lourdement les salariés sur l'ensemble du territoire. Depuis plus de trente ans, les gouvernements successifs ont délaissé les investissements visant à améliorer les transports en commun et les réseaux de proximité. Les lignes TGV aux prix prohibitifs ont été privilégiées aux lignes de TER. Et voilà que l'on supprime les trains de nuit.

De la même manière, la société de fret ferroviaire Euro Cargo Rail vient de supprimer 300 emplois en France. Le fret ferroviaire, qui pollue infiniment moins que les poids lourds, ne représente plus que 15% des marchandises transportées en France contre 75% en 1947. On voit à quoi se réduit le baratin écologique gouvernemental.

En réalité, le pic de pollution de ce début d'hiver a été un véritable révélateur de la violence sociale imposée d'en haut. La santé comme les conditions de vie de la population ne sont pas leurs priorités.

Il serait temps de faire partir ce système capitaliste en fumée.

À vos masques!

Vendredi matin au B4, les salariés apprenaient que des traces de légionellose, une bactérie mortelle, ont été décelées sur le site. Installations défectueuses et entretien insuffisant des tours aéro-réfrigérantes sont les principaux responsables du développement de ce type de bactéries

Comme la peinture au plomb, l'amiante, etc. rien n'est jamais dramatique quand il s'agit de continuer à faire des profits. C'est juste à nous d'en faire les frais.

Ca dépasse les bornes

Le Borgne, le directeur de la DRD, a déclaré récemment « que la charge de travail est à un niveau normal ». Alors même que tout le monde croule sous le boulot suite aux nombreux départs dans le cadre des accords de compétitivité NCS et maintenant NEC.

Une déclaration qui nous annonce que l'on doit s'attendre à de nouveaux pics d'activités pour les prochains temps ?

Qui croît encore au père Noël?

Les affiches vantant les dispositions DAEC, reconduits en 2017, fleurissent de nouveau sur partout sur les murs. La direction maintient sa volonté de continuer de vider les effectifs. Et parce que c'est bientôt Noël, elle offre une prime de départ augmentée de 6 mois de salaire.

Une paille pour ceux qui accepteraient de partir, et un vrai cadeau pour la direction qui en profitera pour augmenter la charge de travail sur ceux qui resteront.

Plein de profruits bio

Pour 2017 nous allons avoir droit à de nouveaux produits de meilleures qualités au self, bio etc... Déjà que les prix de base sont piquants, il y a fort à parier que l'addition soit salée sur ces nouveaux produits. Faut bien qu'Eurest propriété du groupe Compass touche son bout de gras.

N°1 mondial de la restauration collective, le groupe Compass a annoncé un bénéfice opérationnel en hausse à 654 millions de livres sur le premier semestre 2014-2015. Ce qui n'a pas dû échapper à la majorité des salariés de la compagnie qui ont touché entre 5 et 25€ de primes de participation aux bénéfices en 2015.

Crache ta thune

Face aux prix du self et des salaires qui stagnent de plus en plus de salariés viennent au self avec leurs gamelles. Le hic c'est qu'avec les quatre micro-ondes disponibles, mieux vaut ne pas être pressé pour réchauffer son plat.

Avec la pingrerie légendaire de la direction, va pas falloir être pressé non plus pour obtenir de nouveaux micro-ondes.

Vive la grève des ouvriers de MC synchro

La grande majorité des travailleurs de l'usine MC Synchro, à Chanteloup-les-Vignes, un sous-traitant qui assemble les pneus pour les voitures produites à Poissy se sont mis en grève depuis lundi 5 décembre. Ils revendiquent l'embauche immédiate en CDI des intérimaires et une augmentation de 200 euros pour tous. Un exemple à suivre et à reprendre chez nous, où nous avons exactement les mêmes problèmes de salaire et de précarité!

Rentabilité : le prix à payer

Brahim, un cadre du Technocentre de Renault de 44 ans, est mort à l'hôpital le 24 novembre, après avoir fait un malaise lors d'un entretien préalable à licenciement.

Chef du département Ingénierie à l'usine Renault de Tanger jusqu'en août 2016, la direction l'aurait rendu responsable de la suppression d'une serrure du Lodgy, qui a ensuite provoqué un rappel du véhicule jugé non conforme. De fausses accusations selon Brahim. De toute façon, cette mesure avait été prise afin de réduire les coûts, et de répondre aux objectifs d'une hiérarchie qui demande toujours plus de rentabilité. Mais celle-ci n'a pas hésité à se retourner contre lui.

À PSA comme à Renault, ils nous poussent toujours plus à la rentabilité, et quoiqu'il arrive nous en payons le prix.

L'avenir de Poissy, pas assuré par la DS34

Au départ, la direction annonçait 140 000 véhicules à produire en 2017, maintenant c'est 210 000. Elle souffle le chaud et le froid. N'oublions pas qu'à Poissy, la C3 s'arrêtera très prochainement, la DS3 vieillissante vers 2020, et la 208 va aussi aller sur sa fin. L'été 2018 on devrait commencer à produire la D34 pour seulement 60 000 unités par an.

La D34 ne va pas assurer l'avenir de Poissy. Il sera garanti par nos luttes pour imposer le maintien des emplois, en usine ou dans nos bureaux.

La direction a déjà fait le coup

En 2008, la direction à PSA Aulnay, avait demandé le compactage du site et des efforts aux salariés pour conserver la production de la C3.

Les salariés se sont esquintés pour remplir avec succès les critères de la hiérarchie. Résultat : en 2012, la direction a annoncé la fermeture de l'usine.

Comme on dit: «Les promesses n'engagent que ceux qui y croit ».

Double peine

Trois salariés, mis en cause dans l'affaire des « chemises arrachées » des cadres d'Air France en 2015, ont finalement appris leur condamnation à plusieurs mois de prison avec sursis. Ils avaient été licenciés quelque temps auparavant contre l'avis de l'inspection du travail. La direction d'Air France, responsable de la suppression de milliers d'emplois, a exprimé sa « satisfaction ».

En condamnant arbitrairement trois salariés présents dans une manif de plusieurs centaines, en considérant comme un délit la bousculade d'un licencieur plutôt que les milliers de suppressions d'emplois, la justice se pose une nouvelle fois en défenseur de l'injustice.